

qu'il en soit, les députés se rappelleront qu'il parlait dans ses théories du déclin de l'État; vous vous en rappelez, Ed.

M. Broadbent: C'était de votre temps, pas du mien.

M. Trudeau: Il parlait du déclin de l'État et du remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses. Je ne veux pas les insulter en disant que c'est leur philosophie. Cependant, ils nous amènent certainement, par les moyens détournés qu'on leur connaît, au point où le gouvernement des hommes—avec tout ce que cela implique en termes de réconciliation, de confrontation et de débats—cèdera la place à l'administration des choses, au point où l'État pourrait disparaître et où le chef de l'opposition, une fois devenu premier ministre d'un tel État, présiderait à la non-existence du gouvernement canadien qui s'en remettrait totalement aux sociétés multinationales.

[Français]

C'est le souhait que je lui fais, mais pas au peuple canadien.

[Traduction]

M. Young: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois que si vous posez la question, vous constaterez que les leaders des divers partis à la Chambre ont conclu une entente et qu'il y a consentement unanime pour suspendre l'application des dispositions de l'article 42(7) du Règlement afin de permettre au chef du Nouveau parti démocratique de compléter ses observations sur l'Adresse en réponse au discours du trône sans interruption.

M. Nielsen: Monsieur le Président, il n'est nullement nécessaire de demander le consentement unanime pour suspendre l'application d'un article du Règlement. La tradition, la coutume et les pratiques établies de la Chambre veulent que l'on accorde au chef du Nouveau parti démocratique un temps illimité pour prononcer son Adresse en réponse.

M. Pinard: Bien sûr.

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, il est certain que nous nous rapprochons de plus en plus de l'année 1984! Nous venons d'entendre, et je suis certain que c'est une première historique, quelqu'un traiter le chef du parti conservateur de marxiste. On croit rêver. Marx a dit, et je suis sûr que tous les érudits à la Chambre le savent, qu'il ne se considérait pas lui-même marxiste. Je me demande comment le chef de l'opposition (M. Mulroney) réagira à cette boutade du premier ministre (M. Trudeau). Il n'est pas nécessaire d'être en 1984, mais seulement de siéger à la Chambre des communes pour entendre deux discours aussi remarquables que ceux que l'on vient d'entendre.

Avant la pause, nous avons entendu le chef de l'opposition discourir pendant près d'une heure au sujet du discours du trône sans proposer la moindre solution concrète aux problèmes qui assaillent notre pays et dont il a traité avec justesse. Puis, nous avons entendu le premier ministre déclarer en prenant ses grands airs et avec un art consommé de la dialectique que le chef de l'opposition avait consacré une heure à ne rien dire; du même souffle, il a lui-même entrepris de discourir pendant une heure sur rien, réussissant le tour de force de ne pas souffler mot sur le discours du trône de son propre gouvernement.

L'Adresse—M. Broadbent

• (1510)

J'ai trouvé un peu curieuses certaines déclarations du premier ministre (M. Trudeau). Il s'en est pris au parti conservateur. A ce propos, je dirai que seul le parti conservateur du Canada peut faire paraître le parti libéral progressiste de temps à autre. Si le parti conservateur se complaint dans le négativisme et n'est qu'un ramassis de darwinistes sociaux, j'aimerais bien que le premier ministre et ses collègues nous expliquent comment il se fait que les conservateurs ont voté avec les libéraux plus de 80 fois depuis les dernières élections. Peut-être faut-il être soi-même un darwiniste social pour en reconnaître un autre. Il est intéressant de noter comment le premier ministre, avec son air détaché, a défendu le XX^e siècle contre le XIX^e siècle des conservateurs, se préparant de toute évidence pour une campagne électorale. L'homme de paille s'apprête à passer à l'attaque. Cela vaut la peine d'entendre les libéraux attaquer le XIX^e siècle, alors qu'ils en sont eux-mêmes restés au premier quart du XX^e siècle. On peut au moins leur concéder cette différence s'il faut parfois leur reconnaître du mérite dans certains domaines.

Je suppose que cela s'explique par les éléments presque paralysants avec lesquels les conservateurs doivent compter de temps à autre. Nous n'avons jamais nié que le Nouveau parti démocratique était effectivement en faveur d'une Constitution canadienne et d'une Charte des droits pour les Canadiens. Ces convictions, nous les avons dans notre parti depuis bien longtemps. Les libéraux ont présenté ces mesures; nous les avons trouvées souhaitables et nous avons donc voté pour elles. Les conservateurs nous reprochent d'avoir voté avec les libéraux, alors qu'eux-mêmes, depuis les élections de 1980, ont appuyé les libéraux trois fois plus souvent que nous. Voilà ce qu'ils devraient peut-être dire aux Canadiens.

Contrairement à mes deux prédécesseurs, je voudrais parler du discours du trône et du gouvernement de l'heure. Mais auparavant, je voudrais revenir sur deux ou trois observations qu'a faites le chef de l'opposition. Il a parlé de productivité. Je fais remarquer sans ambages au chef de l'opposition que, tout comme lui, je suis né dans une famille de travailleurs. Je ne suis pas venu au monde avec une cuillère d'argent dans la bouche. Je n'ai pas vécu dans une maison luxueuse, mais pas non plus dans une pauvreté abjecte. Je ne voudrais pas donner cette impression. Je ne viens pas d'une famille de travailleurs ordinaire. Je n'ai jamais été chef d'entreprise. Au lieu, je me suis amusé à étudier, à enseigner et à essayer de comprendre l'univers. Ces deux vocations sont peut-être légitimes, après tout.

J'ai été surpris d'entendre le chef de l'opposition parler de productivité en homme d'affaires. Il nous a fait une petite leçon sur la construction automobile au Japon. J'ai toujours cru qu'il était important pour un homme d'affaires, surtout s'il se lance en politique, d'être à la fine pointe de l'actualité quand il aborde ces questions. Je suis assez au courant du secteur de l'automobile. Il a comparé le Canada et le Japon sur ce chapitre. A son avis, il y aurait un grand décalage de productivité entre les deux pays dans le secteur de l'automobile. Je lui conseille de rafraîchir ses données. Ainsi, il apprendrait que la productivité accrue dans l'automobile au Canada au cours des années 1960, 1970 et 1980 a dépassé de loin celle des autres secteurs. Aujourd'hui, si l'on fait abstraction des différences de coûts de main-d'œuvre entre les deux pays, le secteur automobile est aussi productif au Canada qu'au Japon.